

LES ANTENNES

Le gratuit citoyen de la région grenobloise

www.lesantennes.org

NUMERO 15
FÉVRIER/MARS 2010

édito

Le libre-arbitre du mendiant...

La première dame de France analyse la situation des personnes qui dorment dans la rue dans une interview « exceptionnelle » diffusée le 14 décembre sur TF1. Carla Bruni Sarkozy explique, en ces termes, la manière dont elle vit sa célébrité : « Les personnes dont on parle ne se voient pas comme celles qui en parlent. C'est une position tout à fait différente. C'est très joliment expliqué par Proust dans A la recherche du temps perdu. Il explique que **le mendiant ne souffre pas d'être mendiant, c'est le passant qui souffre pour le mendiant.** Le mendiant étant mendiant, lui, est de plain pied avec sa misère. Et elle poursuit, c'est la même chose pour les célébrités : quand on est dedans, à ce niveau-là, on n'en a plus du tout conscience. » Pauvres passants que nous sommes, la conjoncture ne nous épargne pas...

Le journaliste enchaîne alors tout naturellement sur les liens qui unissent la femme du président à un mendiant, « celui de sa rue » (et là, on se rend compte combien l'interview est bien préparée). « En fait, ajoute-t-elle, c'est un ami à moi qui s'appelle Denis, effectivement, et qui vit dehors ». Elle lui aurait proposé de lui offrir l'hôtel et il aurait refusé. Le journaliste l'interroge alors : « qu'est-ce qu'il vous apprend Denis ? ». Et elle de répondre : « le libre-arbitre ». La réponse a le mérite d'être claire : vous qui dormez dans la rue, comme Carla, vous n'avez plus du tout conscience de votre état. Vous qui mendiez, vous revendiquez cette faculté à vous déterminer librement, votre situation ne dépend que de vous-même. Si vous êtes pauvre cela dépend de votre volonté. Et si vous êtes célèbre et riche, aussi...

Anne Benoit-Janin
Interview diffusée le 14 déc 2009
dans l'émission de TF1 «Sept à Huit»
<http://videos.tf1.fr/sept-a-huit/mon-mari-et-moi-5590034.html>



Grenoble vue par Jean-Pierre Andrevon

Elections régionales

Que veulent les habitants de l'agglomération ?

Six pages consacrées aux prochaines élections **sous l'angle du développement durable**. Les habitants de l'agglomération formulent leurs souhaits. Ils répondent aux onze questions que nous leur avons posées. Six élus exposent à six jeunes leurs projets politiques en matière de développement durable. → P 2 à 7

10% de réduction sur présentation du journal.

1, place Achard - rue Condillac
38000 Grenoble
09.54.53.87.75
www.altermundi.com/grenoble
grenoble@altermundi.com

du mardi au vendredi de 10h à 18h30
le samedi de 10h à 18h

ALTERMUNDI

ALTERMUNDI

Equitable, Solidaire, Ethique

ENFANTS - PRÊT À PORTER - BIJOUX - ARTS DE LA TABLE - DÉCO - MOBILIER - ALIMENTAIRE - CAFÉ



Elections régionales : Pour qui ? Pour quoi ? Pour quel développement ?

«J'aime ou j'aime pas». Voter serait un acte affectif? Entre «celui-ci me plaît, celle-là je ne l'aime pas», et le «il ou elle m'énerve...», les discussions vont bon train. Mais qu'en est-il des idées? Alors prenons les choses dans l'autre sens. Interrogeons-nous d'abord sur ce que nous voulons. C'est ce que nous avons demandé à 224 personnes dans la région grenobloise, cette fois par téléphone, froid oblige...



«Grenoble inondée», peinture de Jean-Pierre Andrevon

On ignore le nom du président de notre région, mais on sait qu'il est de gauche...

78.4 % des habitants de l'agglomération ne peuvent pas citer spontanément le nom de Jean-Jack Queyranne, président de notre région.

Pouvez-vous citer le président de notre région, la région Rhône-Alpes ?

Oui : 21.6 %
Non : 78.4 %

74.9 % des habitants de l'agglomération ne peuvent pas citer non plus spontanément le nom d'André Vallini, président de notre département.

Et pouvez-vous citer le président de notre département, l'Isère ?

Plusieurs réponses possibles :
Oui : 25.10 %
Non : 74.9 %

Cette question sur le président des régions a été posée à 480 Rhônalpins dans un sondage réalisé par l'institut LH2 en déc 2009. Ils étaient 80 % à ne pas pouvoir citer le nom de notre président de région (71 % en France).

75.8 % des personnes interrogées savent que le conseil régional de Rhône-Alpes est actuellement dirigé par la gauche.

Actuellement, le conseil régional de Rhône-Alpes est-il selon vous dirigé par la gauche ou par la droite ?

Par la gauche : 75.8 %
Par la droite : 19.2 %
Ne sait pas : 6.2 %

Les habitants de Rhône-Alpes ne sont que 57% à donner une bonne réponse (63 % en France).

Mais que font les collectivités locales ?

Les régions

Leurs principales compétences : les lycées (construction et entretien des infrastructures), la formation professionnelle, les transports collectifs régionaux (TER), le développement économique et l'emploi, et l'aménagement du territoire.

L'essentiel du budget de la région Rhône-Alpes est consacré au TER, aux lycées et à la formation professionnelle.

Les départements

Leurs principales compétences : l'action sociale, les collèges (fonctionnement et équipements), les transports scolaires et interurbains (route et autocar), le développement économique et le tourisme, le patrimoine et la culture (bibliothèque départementale), le logement (soutien des programmes de construction des communes).



Jean-Pierre Andrevon

Le projet de réforme des collectivités

A lire : «Le pouvoir local en France» de Stéphane Cadiou. Basé sur une documentation récente et de nombreux ouvrages de sciences politiques, ce livre présente la situation actuelle des pouvoirs locaux de façon claire et précise. Un sujet d'actualité en ces temps de réforme. 15 €, aux PUG (Presses Universitaires de Grenoble).

Sur les conséquences négatives de cette réforme, à lire sur www.lesantennes.org et p. 12 : «la parité en danger».



Le Pouvoir local en France

La priorité : la situation économique & sociale

C'est le critère le plus déterminant dans le choix politique lors des prochaines élections régionales pour les habitants de l'agglomération (46 %), mais aussi de la région Rhône-Alpes (46 %) et de la France (45 %).

Les prochaines élections régionales auront lieu en mars prochain.

Au moment de décider de votre vote lors de ces élections, quel critère, parmi les suivants, sera le plus déterminant dans votre choix ?

(Une seule réponse possible)

La situation économique et sociale :	45.8%
Ne se prononce pas :	14.5%
La politique menée par le gouvernement :	13.7%
Le bilan de Jean-Jack Queyranne et de sa majorité :	13.2%
Autre :	12.8%

Pour 38.8 % des personnes interrogées, la région doit mener des actions dans le domaine du social et de la santé.

Parmi les compétences suivantes, lesquelles, à votre avis, sont à développer prioritairement dans notre région ?

(Trois réponses maximum)

Le social et la santé :	38.8%
Les transports collectifs régionaux :	37.9%
Les énergies renouvelables :	35.7%
La recherche :	30.4%
La formation :	25.6%
La protection de l'environnement (faune, flore, paysage...) :	21.1%
La démocratie participative et la citoyenneté :	19.8%
Le développement économique :	18.1%
L'agriculture locale :	16.3%
La culture et le patrimoine :	7.9%
Ne sait pas :	3.5%
Autre :	1.3%

Le Développement Durable, un véritable enjeu!

87.7 % des habitants trouvent que le développement durable mérite une place « importante » ou « primordiale ».

Le développement durable intègre quatre piliers : l'économie solidaire, le social, la démocratie participative et l'environnement, quelle place souhaitez-vous que les élus du prochain mandat accordent au développement durable ?

Une place primordiale :	32.6%
Une place importante :	54.6%
Une place peu importante :	4.8%
Le développement durable, c'est le dernier de mes soucis :	4.4%
Je ne sais pas :	3.5%

Le sondage LH2 effectué auprès des Rhône-alpins et des Français fait apparaître à peu près les mêmes résultats.

Parmi les compétences de la région, « La protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie » a la préférence des personnes interrogées (53.7 %).

Et parmi les thèmes suivants, quels sont ceux que vous aimeriez voir figurer dans les programmes des prochaines élections régionales ?

(Plusieurs réponses possibles)

La protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie :	53.7%
Le financement et la mise en œuvre de la formation professionnelle et de l'apprentissage :	44.10%
Le développement économique et l'aide aux entreprises :	39.6%
Le développement des infrastructures de transports ferroviaires, notamment TER :	30%
La construction et la rénovation des lycées :	26%
Autre :	15.4%
Ne se prononce pas :	2.2%



Nouvelle illustrée "Grenoble 2038" Notre ville après 30 ans d'écologie et de solidarité, imaginée par Jean-Pierre Andrevon

TRAVAIL SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

ecolave
Nettoyage écologique à domicile

À domicile

LE spécialiste du lavage sans eau

Préparation VDW/NFL
Gestion fuites
Colocivités / CE
Particuliers

ÉCOLOGIQUE
De plus de 200 L d'eau par lavage

Nettoyage et rénovation de véhicules

www.ecolave.fr

La force d'un réseau!

OUI, pour une économie plus solidaire

Soutenir la reprise des entreprises qui ferment par leurs salariés est une action très plébiscitée par les personnes interrogées (55.1%).

Parmi la liste d'actions suivante qui appartient au champ de l'économie solidaire, lesquelles vous paraissent devoir être soutenues par la région :

Plusieurs réponses possibles :

Soutenir la reprise par leurs salariés des entreprises qui ferment :	55.1 %
Soutenir les créateurs d'entreprise :	51.5 %
Soutenir les économies solidaires (associations, mutuelles, scoop) :	40.5 %
Soutenir le micro crédit :	30.4 %
Soutenir l'épargne solidaire :	22.5 %
Soutenir les monnaies solidaires ou complémentaires (qui permettent d'autres échanges) :	12.3 %
Autre :	0.9 %
Ne sait pas :	0.4 %

A fond sur les économies d'énergie

Les économies d'énergie, mais aussi l'agriculture de proximité, paraissent aux habitants devoir être soutenues par la région.

Concernant la protection de l'environnement, qu'est-ce qui vous paraît devoir être soutenu par la région :

Le soutien aux particuliers qui investissent dans leur logement pour faire des économies d'énergie :	55.9 %
Le soutien du développement de l'agriculture de proximité :	46.3 %
Le soutien aux entreprises pour faire des économies d'énergie :	46.3 %
Le soutien aux collectivités locales pour faire des économies d'énergie :	43.6 %
La création de nouveaux espaces naturels protégés (faune, flore, patrimoine...) :	39.2 %
Le soutien des filières bio (du producteur au consommateur) :	30 %
Le soutien au développement d'exploitations agricoles bio :	29.5 %
La création de labels citoyens ou environnementaux pour les entreprises et les produits :	16.3 %
Autre :	0.4 %



Au Mali, photo Yann LEE

J'veux
du
solaire
!

Les énergies « solaires » sont à développer en priorité (72.7 %), suivi par les énergies « éoliennes (37.4%) et hydrauliques (33.9 %).

Concernant les énergies, lesquelles faut-il développer en priorité ?

Les énergies solaires (chauffage et production d'électricité) :	72.7 %
L'énergie éolienne :	37.4 %
L'énergie hydraulique :	33.9 %
L'énergie nucléaire :	15 %
L'énergie fossile :	4 %
Autre :	3.1 %

C'est quoi une économie solidaire ?

C'est une structure économique qui a un fonctionnement démocratique (un homme = une voix) et un but non lucratif : l'organisme peut faire des bénéfices, mais elle ne peut pas les redistribuer individuellement. Généralement, ils sont réinvestis dans l'activité elle-même. Ce sont les scoop, les associations, les mutuelles...

Un site pour plus d'informations : <http://www.rtes.fr/>

Le micro crédit

Nés au Bangladesh dans les années 70, les micro crédits ont pour objectif de favoriser des projets locaux auprès de publics très pauvres, à qui les banques ne font pas crédit en temps normal. Grâce à un petit prêt d'argent, des artisans, des agriculteurs, des éleveurs, peuvent acheter des outils, des produits nécessaires à leur activité.

Liens pour le micro crédit en France : www.france-microcredit.org et <http://www.adie.org/>
Dans le monde : www.planetfinancegroup.org

Les monnaies solidaires ou complémentaires

Elles peuvent nous permettre d'acheter des produits ou des services avec autre chose que de l'argent : ainsi, on peut accumuler des sortes de points contre des services, des biens en magasin... dans des réseaux pré-établis. Mais les monnaies solidaires ne sont pas que d'étranges moyens de paiement, ce sont aussi, et avant tout, des réseaux de solidarité et de mise en relation des personnes.

A Grenoble existe le Sol : www.alpesolidaires.org

L'épargne solidaire

Lorsque l'on place son argent dans une banque dite « normale », cet argent est prêté à une société/entreprise quelconque, puis rendu avec une petite part des intérêts gagnés par cette même société/entreprise. Avec l'épargne solidaire, le principe est le même, sauf que l'on choisit à qui servira cet argent : à un éleveur français pour qu'il achète une vache laitière ? A un agriculteur africain, pour qu'il achète un zébu ? C'est une façon de gagner de l'argent... généreusement !

www.epargne-solidaire.com



François Auguste est tête de liste du département pour « Ensemble pour des régions solitaires, écologiques et citoyennes ». Il est vice-président délégué sortant à la région.*

6 élu(e)s expliquent leurs projets à 6 jeunes de 16 à 23 ans



Paul Bouriat est vice-président du MoDem 38 et n° 3 sur la liste des régionales



Marie-Odile Novelli est tête de liste du département pour les Verts. Elle est vice-présidente sortante à la région et est élue de l'opposition à Meylan.



Philippe Meirieu est tête de liste de la région pour les Verts. Il sollicite pour la première fois un mandat politique.



Jean-Jack Queyranne est président sortant et tête de la liste : « Une Région d'avance ».**



Fabrice Marchiol est aujourd'hui Maire de La Mure et conseiller régional sortant, il est tête de liste de l'UMP pour l'Isère.

Quelle place pour le développement durable ?

Pouvez-vous nous dire en quelques mots quelle place vous souhaitez accorder au développement durable ?

Ensemble : Comme le nom de notre mouvement l'indique, le DD occupe une grande place dans notre politique. C'est une question mondiale qui n'est pas purement écologique. On ne peut pas être dans un système libéral et faire du développement durable. Les intérêts financiers sont la cause des problèmes d'environnement. Pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut lutter contre le capitalisme. Ce slogan de Copenhague pourrait bien résumer notre pensée : « Changer le système, pas le climat ! ».

Les Verts : Nous sommes pour un développement soutenable plus qu'un développement durable, c'est-à-dire pour une décroissance sélective de l'empreinte écologique. Toutes les politiques publiques doivent être examinées en fonction de leur impact social, environnemental, économique et ne pas financer ce qui aggrave les destructions de la planète, de l'emploi, du lien social.

PS : quand j'ai été élu, j'ai voulu faire de la région Rhône-Alpes une écorégion exemplaire, qui intègre les critères du développement durable. Les collectivités locales peuvent fortement influencer sur les réductions des

émissions de gaz à effet de serre. Mais il ne faut pas cantonner le DD à l'environnement. Cela ne veut pas dire non plus décroissance, car les plus pauvres seraient les premières victimes. Nous devons inventer une nouvelle forme de croissance : responsable, sobre, centrée sur les activités humaines.

Le Modem : Centrale ! Ce qui compte pour nous, c'est l'être humain, son émancipation, son bonheur. Et on ne peut que s'épanouir avec la nature et pas contre. Le développement durable, c'est faire en sorte que quand on prend des décisions, celles-ci s'inscrivent dans la durée et surtout qu'elles ne portent pas préjudice à ceux qui nous suivent. Il doit donc être une clé d'entrée.

L'UMP : Je trouve qu'on nous met cette variable de DD à toutes les sauces et cela, à tel point, qu'on n'arrive plus à savoir à quoi cela correspond véritablement. On arrive à des situations gageuses. Par exemple, on va parler de « santé durable ».

Il est important qu'on ne confonde pas deux choses : la prise en considération des générations futures et l'instrumentalisation qu'on fait de cette problématique. On en arrive à faire croire aux gens que si on ne pense pas comme les Verts, on est des « salauds » qui veulent détruire la Terre. Le défi pour notre famille politique : prendre en considération cette problématique mais sans s'aligner sur le discours unique comme si le problème ne pouvait être réglé que par la décroissance.

Avez-vous l'intention de soutenir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ?

Faut-il soutenir l'ESS ?

Ensemble : L'ESS est un domaine économique qu'il faudrait davantage développer, y compris sous sa forme coopérative (scoop) qui associe les salariés au devenir de leur entreprise.

Il faut aussi repenser, avec les partenaires sociaux et les syndicats, les dispositifs régionaux en matière d'économie et d'emploi. On donne beaucoup d'argent aux entreprises sans engagement en contrepartie sur l'emploi, la formation, la recherche, la protection de l'environnement. Avec la crise, il faut des mesures plus radicales, il faut aider sur des critères qui vont dans le sens du développement humain et pas du profit et l'ESS répond à ces critères.

Les Verts : L'ESS fait évidemment référence aux coopératives ouvrières, à ce mouvement utopiste qui a été écrasé, d'une part par le socialisme étatique (le marxisme) et d'autre part, par le train fou du libéralisme. N'avoir comme objectif que le profit, ne chercher que ce qui doit rapporter de l'argent, on voit ce que ce cela a donné avec la crise. L'ESS et ce courant coopératif sont une alternative entre ces deux extrêmes. C'est une troisième voie, un outil de régulation face au marché et aux délocalisations. Dans ces structures, on s'im-

plique nécessairement dans la gestion, on y retrouve le plaisir du travail en commun et du sens au travail. Et l'ESS permet aussi de créer des emplois. Nous considérons que la région ne doit pas aider les entreprises qui font des bénéfices mais elle peut favoriser le développement de l'ESS, notamment avec les appels d'offre des marchés publics, par des plateformes d'appui à la création de scoop. On peut aussi mettre en place des fonds de reconversion pour que les entreprises viables qui ferment du fait des actionnaires soient reprises par les salariés, assurer des formations pour ces salariés, on peut soutenir de nouvelles filières, susciter la création d'entreprises mais aussi l'entrepreneuriat collectif.

Le PS : Elle n'est déjà pas marginale dans notre région. Elle représente 10 % des emplois dans des secteurs très divers et sur tout le territoire. C'est une histoire ancienne dans notre région: Les premières coopératives remontent au 19ème siècle. Ce qui est intéressant à développer, ce sont les reprises des entreprises par les salariés en scoop. Avec toujours le même principe : un salarié égale une voix (les décisions sur les salaires et sur le devenir de l'entreprise se prennent avec l'ensemble des salariés). C'est une forme d'organisation de l'économie très moderne. Nous avons créé un fonds pour permettre qu'à l'initiative des salariés, des entreprises puissent se transformer en scoop. Il y a un bel avenir pour cette économie.

* La liste Ensemble rassemble le Front de gauche : PCF, le PDG, la gauche unitaire, et aussi le mouvement alternatif, le m'PEP, le COF, le PAG et des candidats qui ne sont encartés nulle part.
** La liste Une Région d'Avance rassemble le PS, le PRG, le MRC, et des personnalités d'Ecologie Rhône-Alpes et de la société civile.

6 élu(e)s expliquent leurs projets à 6 jeunes



Elise Colin-Madan (étudiante), Mélanie Lacroix (étudiante), Anh Lagoutte (employée), Thibault Pinol (en recherche d'activité), Elsa Verbiguier (étudiante),

Le Modem : On souhaiterait qu'elle se développe mais quand on voit la réalité du monde économique aujourd'hui... c'est réaliste de dire que ce ne sera pas la seule économie. Dans le domaine de la santé, c'est bien de savoir que les structures mutualistes ne font pas de bénéfices, mais c'est aussi normal que les économies de marché existent. Nous parlons davantage d'une économie régulée, d'une économie sociale de marché.

Nous souhaitons surtout soutenir les initiatives originales, le développement des petites entreprises. Quand on voit ce que Google est devenu en 10 ans ! Pour cela, il y a bien sûr les subventions mais nous voulons plutôt soutenir ceux qui aident les projets à émerger : les incubateurs et les pépinières d'entreprises qui accompagnent les créateurs d'entreprises. La région doit aussi favoriser le travail en réseau. Par exemple, il faut que le monde de l'université travaille un peu plus avec le monde de l'entreprise. Il ne s'agit pas de les fusionner mais une recherche brevetée peut générer des richesses.

LUMP : L'ESS serait une économie vertueuse et puis le reste, ce serait les méchants ? Je suis d'accord pour que l'économie solidaire se développe mais pas pour cette vision manichéenne. Que le pouvoir public intervienne, oui, car je ne pense pas qu'une économie sur laquelle on n'intervient pas génère le bonheur de l'homme. Mais il faut bien choisir où on met le curseur. Quand le pouvoir politique intervient, cela doit favoriser une économie éthique, une économie qui ne se fonde pas sur les lois habituelles de la recherche du plus gros profit dans le délai le plus court.

Vos cinq priorités ? pour protéger l'environnement

Ensemble :

- La lutte contre le réchauffement climatique
- Le développement des énergies renouvelables en menant des politiques de soutien aux filières.
- Le maintien du service public dans le domaine de l'énergie. Je suis contre le capitalisme vert.
- Le financement de projets, dans le cadre de la coopération décentralisée, avec des régions du monde entier, qui tiennent compte du social, de l'économie et de l'environnement.
- L'énergie nucléaire est à maintenir à condition qu'elle reste dans le service public, à condition qu'il y ait de l'emploi bien qualifié et non précaire, pour plus de sûreté. Il faut aussi développer la recherche pour intégrer davantage l'élimination des déchets dans la production.

Les Verts :

- Travailler sur les liens entre la santé et l'environnement (alimentation, pollution de l'air, de l'eau, des sols, antennes relais, OGM, nucléaire...) et prévenir les risques majeurs.
- Préserver les espaces agricoles et naturels, ce qui implique de «refaire la ville sur la ville».
- Développer les transports en commun et des modes doux.
- Développer les emplois liés à l'environnement : plus de 10 000 sont possibles dans la réhabilitation et 15 000 dans les énergies renouvelables.
- Développer les énergies autres que le nucléaire : l'éolien, le solaire, l'énergie-bois, la cogénération, l'utilisation des biogaz (les récupérer, les brûler et les recycler...) et les économies d'énergie.

Le PS :

- Faire en sorte que tous les lycées reçoivent le label « lycées écoresponsables ».
- Promouvoir les énergies renouvelables sur toute la chaîne : de la recherche, à la production. Il faut aussi que le marché soit soutenu, par des crédits d'impôts.

- La biodiversité : il faut donner toutes les chances au milieu naturel, très riche en Rhône-Alpes, pour qu'il soit restauré ou préservé.

- Développer une offre de transport qui favorise le choix du transport collectif : plus d'accessibilité grâce à l'intermodalité (tram, train, bus), à des offres économiques et écologiques. Je propose que le coût du transport quotidien domicile/travail ne soit pas supérieur à 2 € pour l'utilisateur.

- Faire des efforts pour que les constructions neuves soient à basse consommation, voire, à énergie positive, et que les bâtiments anciens tendent aussi vers la basse consommation. C'est un gisement d'emplois considérable avec la création de nouveaux métiers.

Par rapport à l'énergie nucléaire, il faut accompagner la mutation énergétique en développant d'autres sources d'énergie.

Pour l'éolien, il faut veiller à une bonne intégration dans le paysage en concertation avec les habitants. On peut aussi avoir un développement du petit éolien.

Le Modem :

- La biodiversité dans notre région et dans notre ville. On peut y arriver en transmettant ce message: la nature c'est important ! C'est important de faire connaître mais aussi de faire aimer.

- Le développement économique ne doit pas se faire à tout prix. Les chefs d'entreprise doivent agir sur la façon dont ils fabriquent un produit, sur la manière dont on l'utilise et sur ce qu'on fait des déchets.

- Il faut produire des énergies moins dépendantes des sources fossiles en développant les énergies renouvelables (solaire et vent). On ne peut pas considérer que l'on est sur cette planète comme des profiteurs. C'est un emprunt.

- Il faut aussi être plus sobre. A Grenoble, par exemple, ce serait

plus intéressant d'isoler les nombreux immeubles des années 60 pour freiner la consommation.

- Mettre la nature au cœur de la ville, des cités sans voitures avec des quartiers très végétalisés... On vit dans des villes aujourd'hui où notre rapport à la nature est coupé.

Le nucléaire ? Le nucléaire s'est développé d'une façon secrète. On ne sait pas tout, ce n'est pas durable, et il y a en plus le problème des déchets... On ne peut pas l'arrêter mais on peut développer du nucléaire plus propre, qui exploite davantage l'uranium. L'éolien ? Les gens ne trouvent pas cela beau, pas naturel... Mais la nature originelle est un concept. Est-ce que c'est vilain de voir un pylône électrique ? Moi, je trouve ça majestueux. Mais après, si j'habitais dans une maison à proximité... Peut-être que...

LUMP :

- Le plus grand défi : avoir des critères qui ne soient pas vécus comme une contrainte et que cette cause ne rentre pas en concurrence avec l'économie.

- Je vois ces questions-là d'un côté pratique. Mais je ne suis pas un spécialiste technique de ces questions. Il est donc nécessaire de se référer à une assistance à maître d'ouvrage.

- Il y a une thématique sur laquelle j'aimerais qu'on fasse du DD, c'est à propos de la dette. Il ne faut plus que l'Etat ait une dette durable pour justement préserver les générations à venir. J'aimerais que ce raisonnement que l'on tient sur l'air, l'eau, on l'ait aussi sur le plan financier.

Par rapport à l'éolien, dans ma commune, le projet d'en implanter a créé une forte polémique. Moi, j'étais plutôt favorable à ce projet, je ne trouve pas ça laid, cela a un côté « art moderne ». Mais les anti éoliens sont nombreux et ont aussi des arguments légitimes.



s de 16 à 23 ans



Vlad Visan (lycéen)

Comment comprenez-vous la valeur du social dans le DD ?

Est-ce que quand on crée un centre social, on fait du DD ?

Ensemble : Le développement durable passe par le développement humain. Je suis pour un développement économique basé sur le développement de la richesse humaine et cela, forcément au détriment du profit financier. Même si le social n'est pas une compétence de la région, pendant notre mandat, nous avons réduit la tarification sociale des transports ferroviaires pour les étudiants, les jeunes et les chômeurs. Maintenant, nous proposons que la région soit chef de file. Cela aurait l'avantage d'avoir une tarification unique pour l'ensemble des transports collectifs de la région. En généralisant le «versement transpor» (taxe payée par les entreprises), comme en Ile de France avec la carte orange, nous pourrions faire la grstuite des transports. Le versement des particuliers ne correspond qu'à 17% du coût des transports collectifs en région PACA, par exemple.

Les Verts : Est social tout ce qui permet le développement humain, et la réduction des inégalités flagrantes, qui n'a rien à voir avec le PIB. Nous sommes tous solidaires. C'est un des fondamentaux de la pensée écologique. La solidarité et la dimension sociale sont dans le prolongement des questions environnementales. C'est une prise en compte globale des problématiques. C'est l'idée du bien commun. On n'a ni le droit de gaspiller la planète ni d'abîmer un être humain. Par exemple : la région intervient sur le logement des étudiants pour une meilleure isolation, cela réduit la consommation des énergies, cela entraîne moins de charges pour l'étudiant. Il y a un lien direct.

Le PS : Le social est lié au développement durable. Je n'oppose pas économie et écologie, social et écologie. Nous devons veiller à ce que le bio soit accessible à tous. De même les économies d'éner-

gie qui peuvent être réalisées par l'isolation des logements anciens, doivent entraîner une baisse des charges pour les habitants.

Le dialogue social, c'est aussi une des composantes de notre région. C'est une valeur pour une entreprise. Il est important de favoriser l'innovation sociale. Le développement durable, c'est aussi cela.

Le Modem : Le développement durable consiste à prendre des décisions qui prennent en considération les générations qui vont nous suivre. Cela s'applique à toutes les décisions. Un centre social met en relation les générations. Mais le social dans le DD, ça peut aussi, par exemple, être une personne âgée qui héberge un jeune qui va lui faire les courses en échange d'un loyer modeste. C'est important quand l'action sociale permet aussi de vivre ensemble. Une société dans laquelle les gens vivent bien ensemble, qui a peu de fractures, c'est une société qui perdure. Vivre mieux, c'est du DD.

L'UMP : Quand une action est menée, il faut se demander si elle génère du lien social ou de la solidarité. Corrige-t-elle une injustice, une inégalité ? Mais cela n'est pas propre au développement durable. Si je pars de la base : au départ, il y a des hommes qui subviennent à leur besoin en chassant, en pêchant. La population augmente et commence à se partager les rôles. L'un va pêcher, l'autre construire une cabane, et on s'échange des services. Mais il y a des missions qui ne produisent pas : garder des enfants par exemple. Apparaissent alors les fonctionnaires. Le groupe accepte de sacrifier une partie de la richesse qu'il a produite pour que quelqu'un rende un service utile à tous. Cela appauvrit la richesse produite par le groupe en augmentant l'impôt. Il faut donc choisir jusqu'où on peut « collectiviser » les richesses.

Votre avis sur la démocratie participative

Ensemble :

La ressource principale de la planète, c'est l'homme. C'est avec le développement humain qu'on luttera contre les conséquences négatives sur l'écologie. Etant vice président à la démocratie participative, c'est un pilier évidemment très important pour moi. Plus de 11 000 habitants ont participé à des réunions publiques en début de mandat. Des ateliers de citoyens tirés au sort ont planché sur des thématiques de la vie quotidienne. Ils nous ont fait des recommandations, sont venus au conseil régional. On est allé assez loin dans le processus participatif associé à la décision.

Nous proposons que 10 % du budget de la région soient consacrés à des budgets participatifs dans le domaine du transport, de l'aménagement du territoire, dans les lycées, la formation et l'emploi. Il faudra inventer les formes, les modalités et les pouvoirs de ces budgets qui devront être impératifs. Nous voulons aussi que les projets qui sont portés par une pétition signée par 100 000 citoyens soient mis à l'ordre du jour du conseil régional.

Les Verts : Quand on est une région de 6 millions d'habitants, on ne peut pas demander l'avis à ces 6 millions tout le temps. Mais on peut consulter la population sur les objectifs et ensuite mettre en place des instances de suivi. La population a son mot à dire. Sur la finalité, les gens sont capables de comprendre. Sur les parties techniques, c'est plus difficile. Pour organiser du débat et associer les habitants aux décisions, il faut leur donner le choix entre plusieurs scénarios, plusieurs solutions concrètes. Par exemple, si on prend les stations de sports d'hiver, aujourd'hui, elles perdent une journée de neige par an. Quelles solutions envisager ? Construire des stations de plus en plus hautes ? Utiliser de la neige artificielle ? Développer d'autres types de loisir ? Développer les échanges en organisant à nouveau des classes découvertes ?

Le PS : Je n'oppose pas la démocratie participative et la démocratie représentative. Les élus rendent des comptes aux citoyens avec les élections. La démocratie participative enrichit les processus de décision. On essaie de le

faire à la taille de la région. On a, par exemple, créé les comités de ligne pour les TER. Avec ces comités, les usagers sont impliqués sur du concret, sur des choses qui concernent leur vie quotidienne. Je voudrais aussi aller vers des budgets participatifs dans les lycées, continuer la consultation de la population sur des grands choix. Par exemple : remettre en question avec tous les acteurs concernés, la manière dont la région accompagne le développement économique.

Le Modem : On est dans une démocratie représentative mais il est insupportable de ne pas avoir son mot à dire. Par exemple, pour les nanos (la biologie moléculaire), on se pose des questions. C'est important qu'il y ait un lieu d'échange entre la société de chercheurs et la démocratie participative. Personne ne détient la vérité absolue, l'important est de discuter. Il faut que le citoyen participe à la décision. C'est une obligation, c'est un impératif. Mais pour autant, tout le monde ne pense pas pareil. Comment fait-on quand les citoyens ne sont pas d'accord ? Comment prendre les avis en compte ? Je n'ai pas trouvé mieux aujourd'hui que la démocratie représentative. C'est celui qui a été élu qui doit prendre les décisions.

L'UMP : La démocratie est de fait participative. Je crois à la démocratie tout court. C'est la prise en considération de l'opinion, c'est la participation au processus de décision. Le mot participatif est en trop. Le budget participatif, par exemple, c'est tout sauf de la démocratie car ceux qui décident ne sont pas élus, ils n'ont pas la légitimité. La République, c'est un homme, une voix. Les décisions ne doivent pas être prises par un petit groupe. Moi, je suis pour un pouvoir fort et les Français aiment le pouvoir même quand il est très directif. Le pouvoir politique doit avoir cette force là et il ne doit pas simplement être suiveur. Il doit pouvoir dire : « vous ne pensez pas comme moi mais je vous propose une direction que je pense bonne ». Sinon, ce sera une suite de petits blocages qui empêcheront d'avancer. Il vaut mieux un pouvoir qui se trompe et qui assume, que l'inertie.

PRODUIRE ET VENDRE SON ELECTRICITE EN 2010
Particuliers-Copropriétés
Entreprises-Collectivités

énergies renouvelables

38610 GIERES
04 76 63 48 84

Belledonne Solaire
www.belledonne-solaire.fr

ARTISANS INSTALLATEURS DE PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAIQUES

L'art Dark : le bruit d'une époque

Le style dark, vous connaissez ? Le 21 et 28 mai 2010 aura lieu la Nuit des Ombres à la Bastille, un événement rare en France qui réunira le monde underground, plus souvent connue sous le nom de « gothiques ». L'association locale, MAD (Mondes Alternatifs et Dark), veut valoriser cette esthétique et réhabiliter tous ces courants souvent méconnus et mal perçus. Lumière sur le noir...

Le style dark, vous connaissez ? Les 21 et 22 mai 2010 aura lieu la Nuit des Ombres à la Bastille, un événement rare en France qui réunira le monde underground dark, plus souvent connu sous le nom de « gothiques ». L'association locale, MAD (Les Mondes Alternatifs et Dark), veut valoriser cette esthétique et réhabiliter tous ces courants souvent méconnus et mal perçus. Lumière sur le noir...

Sa présidente, Nathalie Tjernberg nous explique sa vision de l'esprit Dark. « Quand un ado est dans cette mouvance, cela peut faire peur à sa famille. Mais c'est juste une expression artistique reliée à un style de vie et surtout, à plusieurs formes d'art, à la littérature, à la peinture... Le lien entre tous ces mondes-là, c'est la musique. L'attraction morbide en tant que telle, est plutôt rare,

même s'il y a parfois des extrêmes, comme dans le foot... » Selon elle, mieux vaut accompagner et comprendre les jeunes qui rejoignent le mouvement que chercher à s'y opposer. « Ce ne sont généralement pas des agités ! Cela correspond véritablement à une recherche artistique, il y a un vrai plaisir à se looker. C'est en somme une « beauté inversée », précise-t-elle.

La Nuit des Ombres. Au programme de ces deux soirs: une expo photos, un marché gothique, un défilé de mode théâtralisé, un cirque sombre... et bien sûr, des concerts le 21 mai dont notamment Alien Sex Fiend en tête d'affiche et le bal des ombres le 22 mai ! Et pour ce qui est de créer une esthétique particulière, La nuit des Ombres se déroulera à la Bastille dans une des salles voûtées appelée aussi

casemate, ancien lieu de stockage militaire. Cette salle a une acoustique particulière, elle est en pierre voûtée. C'est parfait. Le site de la Bastille est idéal pour créer une esthétique dark. Se retrouver dans la montagne, avec vue sur la vallée, sur le téléphérique... c'est vraiment un lieu qui se prête à ce mouvement... L'an dernier, des personnes sont venues d'Allemagne, de Suisse et d'Italie pour cette soirée. Il y a très peu d'événements comme celui-ci en France. »

Le monde dark, c'est une multitude de styles, explique Nathalie, qui se réapproprient en fait notre culture. C'est un métissage de nombreuses choses. **C'est une digestion de notre société associée à notre héritage culturel judéo-chrétien.** Le mouvement industriel, par exemple, renvoie par son style musical à l'air industriel, à la répétition des mouvements, à l'aliénation de l'homme par la machine... Il y a aussi beaucoup de d'auto-dérision dans ce monde et la tête d'affiche de cette année en est un bon exemple. Alien Sex Fiend, groupe batcave culte des années 80, un des seuls groupes existant encore, ouvrira ainsi la tournée de son nouvel album.

www.myspace.com/lanuitdesombres

Anh Lagoutte



Des palabres, oui, mais de belles actions !

Tout a commencé lors d'un voyage au Sénégal. Marie Delizy était alors en mission pour le GREF (1) (Groupement de Retraités des Enseignants sans Frontière) quand elle découvrit un village Peul qui vivait dans un grand dénuement. Cette peuplade de nomades en cours de sédentarisation ne disposait ni d'eau, ni d'école. Une fois revenue en France, Marie Delizy s'est dit : « il faut faire quelque chose pour ce peuple ».

De cette rencontre est née l'association Nangadef (qui signifie « bienvenue » en sénégalais). Sa première action : construire une école. L'établissement a ensuite été doté de trois postes d'enseignants locaux et d'une case pour les loger. « C'est comme ça que ça se passe », nous dit Marie Delizy, « quand une école est créée par une ONG, le gouvernement s'engage à mettre des autochtones en poste ».

Mais l'action de l'association ne s'est pas arrêtée là : un jardin

d'enfants a été créé, des sanitaires, une fontaine à eau, une « case du voyageur », une case de santé, un centre de ressources avec bibliothèque, un cyber espace...

Des palabres, peut être. Dernièrement, une association du village, l'association des Vétérans, a demandé à Nangadef de les accompagner pour créer une rizière communautaire. Marie nous dit : « Nous les avons aidés à labourer, à avoir des semences... Cela a créé des emplois et permis



de nourrir les plus nécessiteux. C'est très positif. Ils souhaitent aussi monter un « mini-festival » du conte pour que leur culture perdure et soit connue des autres ethnies. Dans ce cadre, deux enseignants ont déjà fait un stage en France et sont venus aux Arts du récit à Grenoble... »

L'association ne répond aux demandes de ces habitants que s'ils ont commencé quelque chose. Le mode d'intervention de l'association : ne rien faire à la place des habitants mais les aider lorsqu'ils s'impliquent, tout en étant attentif à leurs besoins.

Anh Lagoutte

« L'eau à palabres »

Aujourd'hui l'association a édité un livre. Il nous emmène cheminer le long du fleuve Rosso Sénégal en nous racontant la vie du cours d'eau : légendes, rites, offrandes, activités, et enjeux... On apprend, par exemple, qu'en cas de noyade, Mame Cumba Bang, déesse des eaux, peut accepter de nous sauver contre un bijou – un bracelet d'argent, de préférence.

On découvre que les chambres à air de camion font aussi « d'excellentes réserves d'eau », et que le « thieup thieup » est le nom du petit commerce illicite de certains piroguiers.

En achetant ce livre, vous apportez à l'association un financement supplémentaire qui lui permettra de continuer ses actions...

« L'eau à palabres », éd. Garde Temps
Association Nagadef, 16, rue de Turenne, 38000 Grenoble
www.nagadef.org

Quelques gestes pour toute une vie

Dans le monde, 600 millions de personnes seraient handicapées, dont les 2/3 dans les pays en voie de développement. Cela fait près de 10% de la population mondiale. L'association «Kinés du Monde» a été créée pour former les gens sur place et soigner dans la durée.

Depuis plus de 20 ans, l'association Kinésithérapeutes du Monde œuvre pour favoriser l'accès des populations des pays du Sud aux soins de rééducation. L'association, après avoir œuvré dans l'urgence et le soin, s'est spécialisée dans la formation d'équipes d'assistants kinés afin qu'au départ de nos volontaires, les personnes formées puissent, seules, prendre en charge les populations locales. Actuellement présents en Inde, au Bangladesh et au Maroc, nous préparons de nouvelles missions au Sri Lanka, au Sénégal et à Madagascar. Voilà 10 ans que nous avons déménagé de Paris pour Grenoble,

afin de suivre la majorité de nos membres actifs originaires de la région.

Le financement de nos missions provient majoritairement des ressources propres de Kinés du Monde (vente d'articles de soutien, adhésions, dons et parrainage) et nous garantit une indépendance et un déroulement des missions sur le long terme.

Pour plus d'informations, vous pouvez nous contacter :
Kinésithérapeutes Du Monde
14, rue Colbert
38000 GRENOBLE
Tél : 04 76 87 45 33
www.kines-du-monde.org

Devenez parrain de l'association :

en nous versant 16 € /mois pendant un an, vous contribuez directement au financement de la formation d'un assistant kiné (à titre d'exemple, le coût moyen pour la formation d'un assistant kiné est de 2 500 € par an. 12 parrains suffisent pour assurer la formation d'un assistant kiné). En retour, vous suivez l'évolution des programmes au jour le jour, grâce aux «lettres aux parrains» envoyées chaque trimestre par les volontaires expatriés depuis leurs lieux de mission et grâce au journal de l'association.



A découvrir : Le ski nordique

Le ski de randonnée est à l'origine de tous les skis. En Norvège et en Finlande, il est très utilisé pour se déplacer mais en France, le ski s'est surtout mis sur des traces. Avec le ski de randonnée nordique, découvrez les joies d'une balade hivernale, aussi simplement qu'en été.



Régis Cahn, qui habite aux Eaux Claires à Grenoble, est un passionné de ski de randonnée nordique. Citadin plutôt adepte des raquettes, il s'est pris au jeu du ski d'arrière-pays. Depuis, c'est devenu une véritable passion.

« Avec l'association Ski de Randonnée Nordique, je souhaite faire connaître cette pratique auprès du grand public et auprès des professionnels (fabricants, magasins, accompagnateurs, offices du tourisme...). Quand j'ai commencé, il n'exis-

tait aucun support et aucune littérature en France sur ce sujet. Il était difficile aussi de trouver du matériel.

L'enjeu de la chose ? Faire aimer le ski et la pratique de la montagne en hiver à ceux qui pensent que le ski ce n'est pas pour eux.

L'équipement et la technique Il faut compter dans les 350 € (les skis, plus les chaussures et les fixations). Cette activité ne nécessite aucune piste, elle se situe entre le ski de randonnée



et le ski de fond. C'est un ski tout terrain facile dans toutes les neiges grâce à ses carres, ses écailles et les talons détachés. Stable, il tourne rapidement et ne nécessite pas une technique élaborée (la maîtrise du chasse neige suffit mais les adeptes du télémark se régaleront). Il est plus large qu'un ski de fond, sa taille se situe entre le ski de fond et le ski alpin.

Non mécanisé, peu coûteux c'est un sport très respectueux de la nature... C'est la liberté et ça participe à faire vivre l'économie locale !!!

Aujourd'hui l'association a créé un site participatif. On y trouve des forums de discussion mais aussi des topos, des vidéos... L'association vient aussi d'éditer un DVD, «sur les traces du para-

dis blanc», qui met en valeur les territoires du Vercors, Jura, Hautes-Alpes, grâce au ski de randonnée nordique (documentaire de 26 minutes + 12 minutes de bonus).

www.skirandonnenordique.com



On n'est pas un étranger sans-papiers, on le devient !

Qui sont ces travailleurs sans-papiers qui demandent à être régularisés ?

Ce sont le plus souvent des personnes qui viennent des pays extra communautaires (pays n'appartenant pas à l'Union Européenne) et qui sont en situation régulière. Par exemple, des étudiants étrangers qui, pour assurer leur subsistance, trouvent un emploi (cela remet en question leur droit de séjour) ou qui redoublent leur année. Ils perdent le droit de poursuivre leurs études et de rester sur le territoire national. Ce peut être aussi des salariés qui ont un titre de séjour renouvelable et qui, une année, n'est pas renouvelé. **Un étranger qui change de statut peut théoriquement demander sa régularisation.** S'il est ingénieur, pas de problème. A Grenoble, l'obtention est plutôt aisée. Pour les autres, c'est un refus automatique. Ceux-là sont invités à retourner participer à l'économie de leur pays. On a parfois l'image des sans-papiers qui arrivent dans des barques, comme cela a été récemment le cas en Corse. En fait, la grande majorité des sans-papiers arrivent en France en situation régulière mais des changements de situation les transforment en sans-papiers.



La République par Delacroix

Un sans-papiers témoigne

J'étais étudiant depuis 2001 en Science du langage. Pendant ma deuxième année, je trouve un travail dans le gardiennage pour financer mes études. Après cinq ans, j'obtiens une qualification dans ce métier : « agent de sécurité qualifié ». Quand je réussis mon diplôme universitaire, je fais les démarches nécessaires pour changer de statut. Pour cela, le profil du poste que j'occupe doit être envoyé à Pôle Emploi afin que d'autres chômeurs postulent. Les vingt candidats qui se présentent n'ont pas les compétences ni l'expérience nécessaire pour assurer le poste que j'occupe. Mais la préfecture réagit : ce n'est pas normal que l'employeur n'ait retenu aucun des vingt candidats, ce n'est

Qui sont ces employeurs qui embauchent des sans papiers ?

Ce sont souvent des employeurs qui ont embauché des salariés en situation régulière et dont le statut a changé pendant la durée du contrat. Il arrive aussi que des employeurs ne connaissent pas la situation du candidat au moment de la signature du contrat de travail. Casse-tête : ils doivent aussi ne pas faire de discrimination à l'embauche...

Depuis 2007, les entreprises doivent vérifier que la personne qu'elles embauchent est en règle (possède-t-il un titre de séjour, celui-ci est-il valide et a-t-il des restrictions ?) Dans le cas d'une embauche temporaire, c'est l'agence qui s'assure que le salarié est en règle. En cas de non respect de la loi, la sanction est lourde pour l'employeur. Il risque une amende allant de 45 000 à 75 000 euros, montant qui peut être doublé en cas de récidive. Il peut même être contraint de fermer son entreprise. Mais cela sera-t-il appliqué pour des gros groupes français ?

L'employeur qui découvre que son salarié est en situation irrégulière doit rompre le contrat immédiatement. Cette rupture de contrat donne lieu depuis 1992 à une indemnité d'un mois de salaire quand ce dernier est en CDI, ou au règlement du mois entamé si c'est un CDD. Cela est lourd financièrement. Une autre possibilité existe : l'employeur peut accompagner son salarié pour qu'il retrouve un titre de séjour. Dans ce cas, la préfecture l'autorise à poursuivre l'embauche pendant trois mois renouvelables. Mais ceci est rarement appliqué.

pas normal que moi, qui possède un Master de Sciences du langage, occupe un poste dans la sécurité. La préfecture n'accorde de régularisation que si le poste occupé est en cohérence avec la formation (en France, beaucoup d'étudiants ont des métiers qui ne correspondent pas à leur formation). J'ai alors reçu mon OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). C'est dur dans cette situation d'entrer dans un rapport de force. Il m'a fallu deux ans pour obtenir ma régularisation.

Il y a 30 000 régularisations en France en moyenne chaque année. Le nombre de personnes immigrées en France ne varie pas quelles que soient les mesures en application. Cette notion d'appel d'air est fautive.

Comment les travailleurs irréguliers peuvent-ils faire reconnaître leurs droits ?

En France, il existe deux syndicats pour ces travailleurs. Pour la CGT, qui a créé un de ces syndicats, la question des travailleurs sans-papiers est une « fiction » : il y en aurait 400 à 600 en France. **Même en pratiquant une politique inhumaine d'expulsion, le nombre de travailleurs sans-papiers ne bouge pas.** Au contraire, cela maintient ces personnes en situation de non droit et cela permet d'avoir de bons travailleurs à un moindre coût car ils ne peuvent pas revendiquer le droit du travail. La France, qui était au-delà des conventions internationales qu'elle avait signées est aujourd'hui de plus en plus en dessous. C'est pourquoi la CGT demande aujourd'hui à ce que les personnes présentes en France depuis trois ans, qui ont un travail effectif depuis plus d'un an, déclaré ou non, obtiennent un droit de séjour.

D'autre part, embaucher un travailleur sans-papiers est très compliqué. Quand un sans-papiers a une promesse d'embauche, la DDTE doit d'abord donner son avis. Elle peut reprocher à un employeur de faire appel à un travailleur sans-papiers alors que Pôle Emploi propose des candidats. Il faut d'autre part que le salarié soit d'une nationalité qui prévoit le métier qu'il occupe (certains métiers appartiennent aux secteurs en difficulté de recrutement : le bâtiment par exemple). Ces listes de métiers font l'objet de négociations entre les pays. Si le métier occupé par le travailleur sans-papiers appartient à la liste des métiers de son pays, c'est ensuite à la préfecture de donner l'autorisation. Il n'y a pas de prévision globale. Cela se négocie beaucoup au cas par cas. La décision est prise au regard de plusieurs critères.

Où se renseigner ?

Environ un tiers des demandes de régularisation est accepté. Ce sont les plus actifs dans leur combat qui ont le plus de chance d'être régularisés. D'où l'importance de se rassembler et de rejoindre un syndicat. Des permanences ont lieu tous les vendredis après midi à la Bourse du Travail : 32 AVENUE DE L'EUROPE 38100 Grenoble. Téléphone : 04.76.09.57.40.

Bonjour l'accueil!

Voici un récit dont le campus, qui veut entrer dans le cercle des cinquante meilleures facultés du monde, n'aura pas à se vanter...

Après s'être battue avec l'aide de la CNL contre un propriétaire qui a abusé de sa méconnaissance des lois françaises, une étudiante est repartie dans son pays sans avoir validé ses deux ans et demi d'études.

« J'avais fait le choix de venir en France pour étudier cette langue et cette culture. Cela m'assurait de trouver facilement du travail dans mon pays (elle parle déjà quatre langues). J'habitais dans un appartement que me louait un médecin depuis deux ans quand un jour, au printemps 2009, celui-ci m'a envoyé une facture de charges qui s'élevait à 300 €. Je n'ai pas compris car je payais déjà régulièrement des charges. Cela faisait alors une note d'eau de 555 €. Je lui ai demandé de m'expliquer. Comme je n'arrivais toujours pas à comprendre, il m'a menacée : si je ne payais pas, je devais quitter l'appartement. Il allait me couper l'eau, l'électricité, le gaz. J'allais être expulsée... Il me parlait d'une voix forte, il était furieux.

Comme j'ai refusé de lui payer cette facture, en juin, il a fait une saisie sur mon compte de 815€ (les baux sont des titres exécutoires). Je n'ai plus eu d'argent sur mon compte, Je n'avais plus de quoi vivre... La CNL m'a accompagnée à la banque pour

demander qu'on me laisse un minimum pour manger. Ma banque n'a rien voulu savoir ! C'est la CNL qui m'a alors passé un peu d'argent. Il a fallu aussi que je demande à mes parents qu'ils m'envoient à nouveau l'argent pour ma réinscription. Ce n'était pas facile pour eux. Ils ne comprenaient pas ce qui m'arrivait et ils n'avaient pas de provisions... **Ce qui était terrible aussi c'est que si je n'étais pas réinscrite en tant qu'étudiante, je ne pouvais pas obtenir le renouvellement de mon visa.**

Un soir, en rentrant chez moi, j'ai découvert que mon propriétaire m'avait coupé l'électricité et le gaz. C'était pendant les examens. Cela m'a beaucoup perturbée. Comme j'ai raté mes examens, la préfecture n'a pas renouvelé mon visa et le 13 décembre, j'ai reçu mon OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). J'ai alors décidé de rentrer dans mon pays. »

Aujourd'hui, cette jeune fille est rentrée dans son pays et a obtenu 458 € en réparation de son préjudice (sur le fondement qu'elle avait payé des sommes indues). Pour elle, c'est une victoire. La justice française lui a donné raison. « C'est moi qui ai souffert ! », a-t-elle conclu.

Nano débat, démocratie riquiqui!

Comment en est-on arrivé là?

Alpexpo, 1er décembre 2009 : soir du débat public. A l'entrée, bonjour l'accueil : on doit subir un contrôle minutieux, illégal (des vigiles privés n'ont pas le droit d'effectuer une fouille à l'entrée d'une salle publique) et inutile (la grande bande-roule des opposants est passée sans encombre). Nous devons aussi signer un engagement à respecter les règles du bon déroulement du débat public sans valeur (puisque non assorti d'un contrôle d'identité).

A l'intérieur, un chahut monstre. Sept cents personnes environ, dont deux cents derrière une banderole, scandant des slogans sur le mode «Le débat on s'en fout, on n'veut pas d'nanos du tout» et « remboursez Minatec ». Cette réaction recueille une large participation.

En conclusion : le président de la CNDP annonce l'annulation du débat de Grenoble. Et la salle se vide lentement devant une rangée de CRS impassibles. Sentiment de victoire pour certains, de gêne et de colère pour d'autres et de tristesse pour d'autres encore qui font le constat renouvelé : où conduit une lacune de démocratie ?

Nous avons dans nos associations, nos syndicats, pendant des années, milité pour l'instauration d'un débat public avant la réalisation d'un projet d'infrastructure (ex : une autoroute) ou d'une nouvelle technologie (ex : l'énergie nucléaire). L'institutionnalisation d'un débat public sur les nanos a donc marqué une avancée dans la démocratisation de la prise de décision. MAIS A CONDITION qu'il ne s'agisse pas de débat pipeau, voire carrement toxique (cf le débat sur l'identité nationale, mais c'est dans un autre cadre réglementaire) ; A CONDITION qu'il ne s'agisse pas d'un débat ayant seulement pour fonction de faire participer, donc de commencer de faire accepter une orientation déjà largement engagée.

ET C'EST LE CAS POUR les nanotechnologies :



Le mécanisme d'un produit Nano dans un message publicitaire

«Pour avoir des seins plus pleins et plus fermes, cette crème NANO est conçue pour entrer profondément dans la peau, stimulant la glande mammaire (tissu de sein)».

- **Déjà plus de 1 000 produits contenant des nano éléments sont commercialisés.**

- Le Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE) rappelait en 2006 que seules 0,4% des dépenses mondiales dédiées aux nanotechnologies étaient consacrées à la recherche sur les risques, notamment pour la santé des salariés et des consommateurs.

- A Grenoble, le projet MINATEC a été lancé en 2000, financé par de l'argent public, inauguré en 2006, sans débat public.

- A Grenoble est créée CLINATEC, clinique d'expérimentation hors du centre hospitalier, avec utilisation de nanotechnologies, financée par de l'argent public (20 M€ en 2007-2008), hors code des marchés publics, sans débat public.

- 70 M€ par an de fonds publics sont accordés aux entreprises et centres de recherche dans le cadre du projet NANO INNOV. Pas un centime accordé aux études toxicologiques. Aucun encadrement. Pas de débat public. Où est la recherche de l'intérêt général ? Tout cela méritait un débat public. Il n'a pas été instauré en temps utile, et comme c'est souvent le cas quand la transparence et la démocratie ne sont pas respectées, ce sont colère et révoltes qui se manifestent : le dernier recours.

Jean JONOT

La CNL (Confédération Nationale du Logement) constate :

les contentieux en direction des étudiants étrangers sont de plus en plus importants en volume, et en gravité.

Les propriétaires font des factures abusives, gardent les cautions, font payer les états des lieux mais aussi pénètrent dans les appartements qu'ils louent, établissent des règlements de vie... Les étudiants étrangers méconnaissent leurs droits et à Grenoble, il y a beaucoup d'étudiants étrangers (environ 80 000) ...
Contact : 04 76 46 30 94

«Il est plus dangereux d'être une femme qu'un soldat»

- Avec la spirale de violence observée lors des derniers conflits, les viols ont souvent été une arme de guerre. La brutalité de ceux commis récemment dans certains pays d'Afrique, est sans précédent.

- Lors des catastrophes naturelles, les femmes meurent trois à quatre fois plus que les hommes.

- 70% de la pauvreté touche les femmes, avec un écart qui se creuse entre les deux sexes durant la dernière décennie.

- Chaque minute, une femme meurt en couches, à 99% des cas dans les pays du sud et les femmes des pays du sud sont les premières victimes de l'infection par le VIH/Sida.

www.helpdoctors.org



Chabadabada...

C'est ainsi que les élus nomment cette loi sur la parité, en référence au film de Claude Lelouch « Un homme et une femme ». Cette loi qui date de 2000 devait assurer la parité au sein des instances politiques. Mais voilà qu'un projet de réforme des collectivités locales la remet en cause. Brigitte Périllié, vice présidente au Conseil général de l'Isère, chargée entre autre de l'égalité homme-femme, attire notre attention sur les conséquences que pourrait avoir cette nouvelle loi.

En quoi cette loi va-t-elle nuire à la parité ?

« Les analyses politiques expliquent ce projet de réforme territoriale comme une volonté du président de la République de réduire les contre pouvoirs locaux. Cette loi va considérablement diminuer le nombre d'élus. Actuellement en France, il y a 4 500 conseillers généraux et 3 000 conseillers régionaux. Au total, ils sont 7 500. Avec cette nouvelle loi, ils ne seront plus que 3 000 élus. Cette loi, d'autre part, va favoriser le bipolarisme des partis politiques « à l'américaine ». **Le fait qu'il soit proposé un scrutin à un tour obligera les partis à fusionner.** On peut imaginer aujourd'hui, que cela aboutisse principalement à un affrontement UMP/PS. Mais imaginons aussi que la gauche ne se regroupe pas, ce sera celui qui aura le plus de voix qui sera élu. Avec le système qui est proposé, une personne pourrait être élue avec seulement 30 % des voix... Et, ça, c'est contradictoire avec le principe fondamental de notre démocratie: Pour être élu, il faut plus de 50 % des voix. La politique est intéressante dans sa diversité d'expression où les contre pouvoirs s'exercent aussi parce qu'il y a une pluralité d'élus. Si nous, les femmes, nous revendiquons notre présence au sein des assemblées publiques, c'est qu'il est nécessaire que nous soyons représentées et il n'y a pas de raison que les hommes y soient plus nombreux que nous. Ce système d'élection va nous barrer la route, car les listes paritaires ne représenteront plus que 20 % des effectifs ; les autres (80%) seront élus au scrutin uninominal, c'est à dire comme les députés et on sait combien il est difficile pour les femmes de s'y présenter. Cela paraît hallucinant que d'un côté le gouvernement fasse voter une loi qui impose la parité dans les CA des grandes entreprises et que parallèlement, il fasse une loi qui éloigne les femmes des assemblées d'élus.»

Pourquoi les hommes sont-ils plus souvent têtes de liste que les femmes ?

« Pour être candidat, il faut être très proche d'un parti ou d'un réseau politique. Même si tous les candidats ne sont pas encartés, ils sont apparentés à un parti. Pour se présenter aux élections départementales, par exemple, il faut être choisi, coopté. Mais aujourd'hui encore, les partis politiques sont des réseaux d'hommes, et donc naturellement, les hommes élus sont davantage choisis. Cela tient aussi à notre culture et au fait que les femmes s'auto éliminent des fonctions électives. Il est rare, par exemple, qu'elles envisagent, dès leurs études, de faire une carrière politique, contrairement aux hommes. Et puis, il n'est pas évident de devenir députée en étant conseillère municipale d'une petite commune (ce qui est le plus fréquent)...

En règle générale, ce sont les députés, qui connaissent bien les maires de leur circonscription, qui vont dire à l'un d'entre eux de se présenter. Dans la majorité des cas, cela est validé par le parti. Mais il arrive que les militants d'un parti choisissent un candidat qui n'est pas celui proposé par le député, mais cela est assez rare !

Il y a un autre frein à la désignation d'une candidate femme. Par exemple : dans le département de l'Isère, il y a neuf circonscriptions et il n'y a qu'une seule femme. Si l'on veut réaliser la parité, cela veut dire que des élus en place vont devoir se retirer. Et comme on ne change pas un cheval qui gagne... il y a peu de chance qu'on désigne une femme à la place d'un homme déjà en place. Les militants, les partis choisissent toujours la sécurité. Et puis les élus en place oublient souvent de préparer leur sortie...

Comment sortir de ce processus ? Que les élus ne cumulent plus les mandats, en parallèle et dans le temps (par exemple : pas plus de trois mandats successifs aux mêmes fonctions) ; qu'il n'y ait pas non plus cumul de fonctions (comment peut-on être député, maire, président de... tout à la fois ?) ; que la retraite existe aussi en politique et qu'au-delà de 75 ans, un élu passe la main. L'idéal serait que chaque citoyen accède dans sa vie au moins une fois à un mandat de conseiller municipal. Cela changerait beaucoup de choses... »

Elections régionales et départementales, comment ça marche ?

L'assemblée du conseil général est constituée de personnes élues individuellement, alors que le conseil régional est constitué d'une assemblée construite à partir de plusieurs listes (une somme de personnes). Dans le premier cas, on choisit une personne, dans le second, on vote pour une liste qui, selon le score qu'elle obtiendra, aura un nombre plus ou moins important d'élus. L'une est paritaire, l'autre ne l'est pas !

Région, département, agglo... Trois présidents, trois hommes élus



Jean-Jack Queyranne
conseil régional



Didier Migaud - Métro



André Vallini - conseil général



A quand une femme?

Le massage sous toutes ses formes

Massage ayurvédique, shiatsu, chinois, californien, thaï, aux pierres chaudes.. Pas si simple de s'y retrouver dans toutes ces méthodes qui nous veulent du bien.

Masser pour le plaisir

Cyril a toujours été très tactile. On lui avait dit qu'il avait beaucoup de fluide dans les mains. A 40 ans, il s'est acheté une table de massage, a suivi des formations, lu des livres... et s'est mis à masser, juste pour le plaisir du don.

En suivant des formations, plus qu'une technique, il a surtout découvert l'art du toucher. « L'important, c'est l'intention, le sens qu'on met dans un geste, derrière le geste », explique-t-il. « Donner du plaisir avec ses mains, cela n'a rien de sexuel et quand les personnes que l'on masse le ressentent, tout est clair. **Si on touche quelqu'un avec une bienveillance, la personne le perçoit.** On vit dans une société où on ne se touche pas. Hors du couple et de la relation avec ses enfants, c'est quelque chose de rare. Moi, au début, je ne savais pas comment faire. C'est la formation qui m'a appris cela.

Je fais un métier très cérébral. Je suis devant un écran toute la journée et masser me permet de déconnecter, de passer au sensible. Masser trois ou quatre fois par semaine, cela m'apporte presque autant qu'à celui que je masse. C'est un don le massage. On donne et comme toujours quand on donne, cela fait du bien, cela rend heureux.

J'ai réfléchi, je n'en ferai pas ma profession. J'ai déjà un job et le massage reste un loisir. Ce n'est pas parce que c'est une activité qui me plaît que je dois en vivre.

J'aime masser tout le monde. Chaque per-



sonne est différente et c'est ça qui est intéressant. Le corps, le toucher, ce qu'on ressent quand on masse... on va chercher un muscle... et puis il y a le ressenti de l'autre, je suis super attentif au moindre signe, un doigt qui frissonne... Et puis les corps parlent. Parfois, on a l'impression que ce sont surtout les jambes qui demandent à être massées, on ressent les zones où le corps est plus tendu, plus froid, où ça ne circule pas... Le corps a ses demandes.»



plantes aux vertus médicinales (cardamome, gingembre, aloé vera, curcuma, cannelle, poivrier...) Souvent ces crèmes, ces huiles sont fabriquées en Inde dans des fermes « biologiques ». Le massage ayurvédique est censé évacuer les toxines. Il se pratique sur tout le corps avec des huiles. C'est très agréable, très doux. A consommer sans modération. Et n'oubliez pas que pour l'Ayurveda : l'esprit et le corps sont liés. Alors quand on fait plaisir à son dos sous des mains expertes, tout le reste en profite !

Avec cette nouvelle rubrique, *Les Antennes* se propose de vous aider à trouver la ou les techniques qui vous correspondent.

Le massage tuina et zuo tuina

Pour se détendre, tout simplement...

C'est un massage énergétique issu de la médecine traditionnelle chinoise (MTC). Nous avons rencontré un masseur qui nous a un peu éclairé sur cette tradition. « Pour la médecine chinoise, le corps humain est un tout. L'homme est vu dans un ensemble et à travers son environnement. Comme la planète est faite de fleuves, de montagnes, de cavernes, de mers et de rivières, le corps humain est parcouru de lignes, d'un maillage énergétique appelé « méridiens ». Ces méridiens sont des lignes énergétiques qui suivent plus ou moins nos repères anatomiques (vertèbres, tibia...). Sortes de « courants énergétiques », chaque méridien est lié à un organe.

Il existe trente techniques de massage Tuina. Leur objectif : harmoniser l'énergie au niveau du corps, dénouer les tensions qui sont liées à la mauvaise circulation du CHI (l'énergie vitale). Il s'agit de traiter le corps dans son intégralité, en réactivant la circulation des énergies que de multiples causes peuvent faire stagner.

On peut se faire faire un massage tuina sans raison particulière, juste pour le bien-être qu'il procure, ou parce que l'on a mal quelque part. C'est un massage très en profondeur qui procure une détente immédiate mais a aussi un effet à plus long terme. Le massage utilise des points d'acupuncture par pression. D'autres techniques existent, comme par exemple le mouvement Gun Fa qui défait les « nouilles », autrement dit, enlève les nœuds. Selon les états, le massage pourra être très doux (pour la femme enceinte, par exemple) ou plus dynamique, ou encore se faire assis, en entreprise. Le massage Zuo Tuina a un effet déstressant immédiat. »

L'Ayurveda,

La science de la vie...

Cette « médecine » venue de l'Inde a le vent en poupe. On trouve de plus en plus de produits ayurvédiques, tant dans le domaine de la santé que dans le domaine de la beauté. Il existe des associations, des boutiques et surtout, des centres de bien-être qui pratiquent le massage ayurvédique.

Il faut savoir que « ayurveda » signifie « la science de la vie » en sanskrit. C'est une médecine très pratiquée par les Indiens. Elle est née au quatrième siècle avant JC et lorsque l'Inde fut sous la domination britannique, les Anglais l'interdirent. **C'est le Mahatma Gandhi, en 1947, qui dans son combat pour l'indépendance, restaura la médecine ayurvédique.** Outre des régimes diététiques, l'Ayurveda emploie des plantes médicinales pour soigner. Elle utilise également des huiles (tournesol, ricin, sésame, coco etc...) dans lesquelles ont macéré des

MASSAGES AYURVÉDIQUES

Laure Braudel
18 rue Nicolas Chorier - 38000 Grenoble

06 700 48 660

www.massages-ayurvediques-grenoble.com

Une fée Pixel

Delphine Maratier aime le monde, l'image, le partage. Ainsi pourrait-on résumer ce qui fait avancer cette jeune photographe d'origine parisienne. Débarquée un jour à Grenoble elle a été immédiatement conquise par le lieu. Après quinze années de reportages photos aux quatre coins de la planète, il y a sept ans, elle a choisi de s'y installer pour de bon.



La photo de la une du n°13, c'était elle !



photo de Pierre Guillaud AFP

Passionnée de voile et de montagne, boulimique de rencontres et insatiable du « beau », elle trace désormais sa propre route. « L'humain m'a toujours attirée. Adolescente, j'envisageais de devenir chirurgien ou psychanalyste pour m'occuper des autres, mais compte tenu de la longueur des études, je me suis tournée vers une école de photo parisienne. **La photo c'est un prétexte pour attendre des gens et des lieux** ; c'est aussi être là au bon moment pour raconter une histoire. » Après trois années d'études, elle passe du milieu de la mode à celui de la Formule 1, avec un détour par l'editing de grands reportages. La photo l'emmène alors au Cambodge, en Estonie, au Sénégal, en Palestine. Chez les Afars éthiopiens, elle ressent le besoin de témoigner de l'extraordinaire forme de vie de ces peuples méconnus. En 2002, c'est à Kaboul qu'elle part se rendre compte par elle-même de ce qui se passe. La Nouvelle-Zélande l'initie à la voile, le Karakoram et le Népal l'entraî-

nent du côté de la montagne. En 2008, au cours d'une expédition polaire, elle prend conscience de son envie de s'arrêter quelque part pour partager ses acquis. Elle encadre depuis, à Grenoble, des stages de photographie numérique ouverts à quiconque souhaite mieux connaître son appareil et se sensibiliser au beau, à la lumière et au cadrage. Mais voilà que cette instinctive aux désirs contrastés se laisse rattraper par ce qui l'a faite : ses stages photo se prolongent désormais avec des sessions à thème en Inde, sur un voilier dans les îles anglo-normandes, à la Grave, l'île de Ré... En 2010, c'est vers le Ladakh et l'Éthiopie qu'elle élargira l'horizon de ses stages. Partir en voyage photo avec Delphine, c'est apprendre de son œil de photographe, mais c'est aussi, en filigrane, être guidé par un œil aguerri à la différence.

Pour en savoir plus sur son travail : www.delphine-maratier.fr et www.stagesphotos.fr
Sylvie Perrier

Rencontre d'un sympa type Andrevon c'est pas de la fiction

Andrevon, c'est Jean-Pierre Andrevon... Les Grenoblois peuvent saluer ce personnage discret, chevelure au vent, regard intense, qui vit à portée de l'Isère, côté Saint Laurent.

On le connaît parce qu'on peut lire ses critiques de cinéma dans les Affiches de Grenoble. Andrevon, depuis plusieurs décennies, crée tous azimut : il peint, il écrit, il chante... Et il s'engage quand il s'agit de défendre la planète, dénoncer la bêtise des hommes, ou fustiger la cruauté à l'égard des animaux (voir illustration p. 1 à 3). Comment cet auteur grenoblois, qui a publié plus de 150 œuvres (des polars, de la science-fiction, des nouvelles, des romans, des bandes dessinées et je passe sur les peintures, et maintenant les

disques), n'est-il pas plus célèbre ? Jean-Pierre Andrevon a publié chez tous les grands : de Denoël, à Nathan, Gallimard ou Glénat. Dans le monde de la science-fiction, il fait partie du top ten des auteurs français. Jean-Pierre **Andrevon aime baser ses récits sur la dégradation de la planète**, la montée du totalitarisme. Il se qualifie parfois de vieil écolo pessimiste, nous craignons qu'il ne soit simplement réaliste. Ses livres portent des noms aussi intrigants que : « Le travail du furet à l'intérieur du poulailler »,

G440 nous questionne

Le métier qui le fait vivre, menuisier. Mais cette activité lui permet aussi de consacrer une partie de son temps à l'art. Il définit son travail comme étant « essentiellement axé sur une envie de questionner le spectateur sur le monde et la société dans laquelle il vit ».

Question à nos institutions :

Il nous a rencontré en décembre pour nous faire part de son coup de gueule. Pour la troisième fois, il était refusé par le jury qui choisit les artistes qui sont exposés au Cnac pendant l'exposition de Noël. G440 a compris qu'il n'avait aucune chance d'y participer un jour. Sur 372 dossiers d'artistes déposés, 24 ont, cette année, été retenus. Ces artistes ont été sélectionnés en deux jours par neuf jurys. Il s'interroge : « Comment peut-on consulter sérieusement autant de dossiers en si peu de temps ? » Ce qu'il regrette le plus, c'est que seule-

ment 24 artistes ont été retenus alors que le règlement en prévoit 40. « **Quand on a le CNAC dans son CV, reconnaît-il, c'est quand même pas mal.** C'est une reconnaissance ! Cette exposition, c'est un concours pour valoriser les artistes rhônalpins. Il n'y a pas tant de lieux et d'occasions à Grenoble qui permettent de faire connaître les artistes de la région ! Cette exposition, c'est une action publique financée par nous, citoyens, je regrette qu'elle ne donne pas de chance à ceux qui ne sont issus d'aucune école, d'aucun réseau... »

Laquelle choisiriez-vous pour vous asseoir ?



Have a seat !

Sur quels critères choisiriez une chaise plutôt qu'une autre ? Le nombre de morts où de crimes perpétrés, au nom de ? ...

La sympathie ou l'antipathie pour le ou les personnages cités ? ... Le regard des autres ? ... <http://g440.free.fr>



« Gandahar et l'oiseau-monde », « Les gros seins de la petite Juive » ou « L'amour comme un camion fou ». Lorsqu'il écrit des polars, il annonce la couleur : « **il faut au moins un mort par chapitre** ». Jean-Pierre Andrevon est boulimique : il peint des toiles (par exemple des visions de Grenoble inondée) entre deux livres et pour se reposer : sa guitare... L'amour, l'humour (noir, évidemment) sont au rendez-vous. Andrevon rit avec le tragique.

<http://jp.andrevon.com>



« Se faire sauter la cervelle » Extrait de « Au pied de la Lettre », éd. Langage-Tangage

Jouez et gagnez !

Quel quartier de Grenoble se cache dans ce tableau ?

Donnez votre réponse en appelant entre le 25 février et le 3 mars au 04 38 12 90 59 (sans oublier de laisser vos coordonnées si répondeur).



Alissa Petit

Artiste peintre
<http://artisens.wordpress.com/>

L'Essence Ciel offre aux cinq premiers gagnants, une pierre minérale d'une valeur de 10 euros.

Les cristaux et plus particulièrement les pierres précieuses sont utilisés depuis la plus haute antiquité tant pour des raisons magiques que pour des raisons énergétiques ou thérapeutiques. On apprécie davantage les pierres pour leur esthétique et on connaît moins leurs influences sur notre bien-être. Elles méritent, en tout cas, que l'on s'intéresse de près à leur univers fascinant.

«Vous comment ?»

Raphaële Bruyère n'en est pas à son premier ouvrage. Après «Qu'il est bon de se sentir légèrement affamé», nous la retrouvons avec un ouvrage totalement original, à pratiquer d'urgence !

234 questions, tel est le jeu auquel Raphaële Bruyère nous convie. Impossible d'y échapper «ça répond dans notre tête !» alors c'est drôle, grinçant, terrible, épuisant, magique et servi par une mise en page très réussie.

Ecoutez donc :

- Préférez-vous vos rêves éveillés ou vos rêves endormis ?
- Rêvez-vous ?
- Comment employez-vous votre temps ?
- Vous appartient-il ?
- Combien de temps ?
- Cela vous coûte-t-il cher ?

Ou encore :

- Votre temps vous ressemble-t-il ?
- A quoi ressemblez-vous ?
- Et devant une glace ?
- Quel parfum vous attribueriez-vous ?
- Les femmes chiantes méritent-elles d'être trompées ?
- Toutes ?
- Et les hommes ennuyeux ?



Raphaële (à droite) et ses amis lors d'une lecture publique et ludique (guitare et apéro comprises) dans le bar «La frise», à Grenoble.

Vous comment ?

De Raphaële Bruyère
Chez 1+Un, en vente dans les librairies de Grenoble comme : Gaïa Store, l'université-le Square, Bonnes Nouvelles, Les Modernes. Ou, à commander pour 13 euros à If If between, 10 rue Mozart, 38000 Grenoble.



Pub Imprimerie ND

ANTENNES

Recevez «Les Antennes» chez vous pour 1€ le numéro.

La demande se fait pour 5 numéros.

Merci de remplir ce bulletin et de nous le retourner avec un chèque de 5 euros pour participation aux frais d'envoi, à l'association Composite, 1 rue Montorge, 38000 Grenoble.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____ Mail _____

(Veuillez libeller votre chèque à l'ordre de l'association Composite)

Les Antennes: association Composite : 1 rue Montorge, 38000 Grenoble. tél. 04 38 12 90 59. E-mail: lesantennes@gmail.com
Responsable de la publication et rédactrice en chef: Anne Benoit-Janin. Ont participé à ce numéro : J-M. Asselin, J. Jonot, A. Lagoutte, Y. Lee, S. Perrier, E. Verbiguier V. Vermorel. Publicité: Elsa Verbiguier Louzon: 06 86 51 31 66. Imprimerie Notre-Dame. Correcteur : François Haÿs. Maquette: LoOka. 25 000 exemplaires. Ce journal est imprimé 100% papier recyclé, 100% désencré.
www.lesantennes.org

Ils se suicident ? C'est la faute à Dolto !

Lisez plutôt le diagnostic
d'Hélène Pilichowski
« Suicide morne emploi »
(DL du 28 septembre).

« Le sort des travailleurs était beaucoup plus rude dans le passé, et Zola s'en est suffisamment ému, sans que l'on ait eu à déplorer des suicides en série. Autant dire que l'être humain est devenu plus fragile face à l'adversité. »

Visiblement, H. Pilichowski n'a jamais subi les méthodes scientifiquement établies, à l'intérieur des entreprises, pour casser les personnes tout en leur enjoignant d'être productives. **Cela s'appelle la double contrainte, et cela conduit à des désordres mentaux graves, voire à la folie.** C'est

moins spectaculaire que dans Germinal, mais c'est encore plus efficace que le « talon de fer ». Tout bon PDG, tout bon DRH, sait cela.

« Autant dire que l'être humain est devenu plus fragile face à l'adversité. Ce que l'on ne saurait reprocher aux malheureux qui ne trouvent d'autre échappatoire que d'en terminer avec leur vie. Peut-être convient-il de s'interroger sur les principes d'éducation qui prévalent depuis les années 60, et qui, dans la droite ligne de la méthode Dolto, préconisent d'élever les enfants sans contraintes. Résultat, ils ne les supportent pas à l'âge adulte et croient devoir payer de leur mort un morne emploi. »

La suite s'impose : il convient de restaurer un système d'éducation qui prépare l'enfant à l'acceptation des contraintes. Et là, au moins, on ne fait pas dans l'expérimentation hasardeuse. Le modèle



existe. Dans son film « Ruban blanc », Michaël Hanecke met magistralement en scène un morceau d'espace-temps - 1913 en Allemagne - où les enfants, cernés de contraintes, deviennent au fil des jours, les produits de ce système de dressage, soumis à l'autorité. **Ils seront malléables sous l'autorité d'un führer, avec toutes les névroses et les perversions qui vont avec cette mise au moule.** Si l'on veut en savoir plus sur le sujet, on peut se reporter à « Psychologie de masse du fascisme » de Wilhelm Reich.

Notre vœu : qu'H. Pilichowski ne devienne pas la conseillère du Ministre de l'Éducation encore nationale !

Jean, de Grenoble



Une Grenobloise marche pour Gaza

Leïla Shahshahani, s'est mobilisée pour une marche pacifique dans Gaza, un an après le premier bombardement israélien.

Quarante nationalités devaient s'y rendre au lendemain de Noël via le poste frontalière de Rafah en Égypte, dont trois cents Français. Mais le 21 décembre, le gouvernement égyptien s'est rétracté pour interdire au mouvement de quitter le Caire. Consignés sur les trottoirs de l'ambassade de France dans le quartier de Giza, le groupe français a fait sa révolution, dévoilant pendant une semaine aux Égyptiens médusés les techniques éprouvées de défense de ses idées : occupation pacifique de la chaussée, solidarité et détermination sans faille, diffusion médiatique et chants partisans. Maintenu par un cordon de jeunes appelés et de policiers, le sit-in a vite été rebaptisé la « Bande de Giza ». Le 31 décembre, profitant du relâchement des policiers, une partie de chaque délégation

de la marche s'est rendue au Musée du Caire où les policiers n'ont pu qu'essayer de déplacer, parfois violemment, la lourde chaîne humaine de six cents personnes ; **de l'autre côté du Caire, des Français ont déployé un immense drapeau palestinien sur la pyramide de Khéops** malgré l'interdiction de grimper. « Avoir résisté au Caire dans des conditions difficiles et rendues absurdes par les autorités égyptiennes et françaises, avoir ainsi manifesté, chanté, échangé en arabe avec la population locale, a créé un événement peut-être aussi populaire que la marche initialement prévue » conclut Leïla. Pour clore cette action, la « Bande de Giza » a manifesté deux heures durant sous les fenêtres de l'ambassade israélienne du Caire. Effet de la nouvelle année ? Aucun policier n'est venu les en empêcher.

<http://degrenobleagaza.overblog.com>

www.lesantennes.org
Sylvie Perrier

Mon voisin est formidable

Sa formation ? Serrurier chaudronnier. Mais ce n'est pas de son parcours professionnel qu'une amie un jour a voulu me parler. Jean-Claude est un passionné, un bricoleur ingénieux et généreux.

Avec le cœur sur la main, il est toujours prêt à rendre service à sa voisine et au fil du temps, elle a pu découvrir les multiples talents de ce bricoleur fort modeste. Elle m'a donc invité à le rencontrer dans son atelier à faire rêver tous les bricoleurs du dimanche. Jean-Claude sait tout faire : sa maison, sa piscine, son atelier, la transformation d'une épave en bateau... Rien n'est un obstacle dès qu'il a envie de faire.

Dans les années soixante dix, les Martinérois s'en rappellent peut-être, il avait monté une équipe de 18 jeunes pilotes de solex de course, entièrement aménagés par lui. Ces petits vélomoteurs atteignaient des pointes de 100 km à l'heure grâce à de légers aménagements (cadre et frein). Cette équipe s'appelait « les gringalets de Saint-Martin-d'Hères ». Et ils en ont gagné des courses les jeunes de son quartier qu'il avait réussi à motiver ! **On l'appelait « le sorcier du solex » !** « Mais quand on a commencé à être dans les premiers, explique Jean-Claude, on a eu trop de pression. Tant qu'on s'amusait, ça allait



bien ! Bon sang ! C'était terrible : quand on arrivait avec nos 18 solex tous identiques... »

Jean-laude touche à tout : il sait thermoformer le plastique (il a fabriqué des valises pour Dior), créer des perles en verre de Murano, construire des machines industrielles (il a conçu la machine pour fabriquer les réflecteurs d'autoroute), ou travailler le cuivre pour faire de belles lampes à pétrole.

« J'ai surtout eu la chance d'avoir un espace pour bricoler. Si des jeunes avaient un petit endroit, ils se passionneraient pareil !... »



CAFÉ-BOUQUINERIE

LE ST CHRISTOPHE

Av. du Grésivaudan - 38570 Tencin
06 80 21 52 64 - saintchristof.tencin@free.fr

Com & sens

L'association Com et Sens accompagne celles et ceux qui souhaitent découvrir le **Népal** ou le **Tibet**

jean-michel.asselin@laposte.net

Plusieurs voyages sont en projet pour le printemps et l'automne

